

Corruption en Équateur : Des élus accusent le président Lasso de couvrir son beau-frère

Image not found or type unknown



La Havane, 24 février, (RHC)- Des élus équatoriens ont assuré ce jeudi que le président Guillermo Lasso connaissait depuis 2021 un rapport de police archivé qui relate les liens de personnes proches du gouvernement avec le trafic de drogue, en particulier la mafia albanaise.

Dans une interview accordée à la chaîne Ecuavisa, Fernando Villavicencio, l'un des membres de cette commission, a expliqué que moins de deux mois après la prestation de serment de Lasso, il a reçu le rapport de renseignement de la police contenant des informations sur les liens présumés avec la mafia albanaise de son ami Ruben Cherres et de son beau-frère Danilo Carrera.

Il semble que ce document ait ensuite été utilisé par des généraux de la police nationale pour faire du chantage au chef de l'exécutif, lorsque ce dernier a demandé la révocation de certains officiers militaires de haut rang à la suite de l'assassinat de l'avocate María Belen Bernal, dans un commissariat de Quito, une affaire qui a secoué la nation andine.

L'enquête sur les liens avec la mafia albanaise, a été révélée il y a dix jours, lorsque le média numérique La Posta a publié des fragments et dénoncé l'implication de Cherres et de Carrera, qu'ils ont appelé El Gran Padrino (le grand parrain).

Par ailleurs, des élus du parti Union pour l'Espoir, UNES, ont déposé une plainte auprès du bureau du procureur général au sujet de la menace de mort reçue par l'ancien président Rafael Correa.

Sur Twitter, un homme a menacé de l'assassiner s'il revenait un jour en Équateur.

En réponse, celui qui a dirigé l'exécutif national entre 2007 et 2017 a dénoncé le fait que les récentes administrations ont amené le pays à ce niveau de violence "à cause de leur haine et de leurs mensonges".

Face à cette menace de mort claire de la part d'une personne parfaitement identifiée, le bureau du procureur général va-t-il agir ou va-t-il également dire que cela fait partie de la "liberté d'expression" ?, s'est demandé Rafael Correa.

Ces dernières semaines, des membres du mouvement Révolution citoyenne, favorable à l'ancien président Correa, ont également reçu des menaces de mort.

Parmi eux, la députée Viviana Veloz, présidente de la commission chargée d'enquêter sur les allégations de corruption et de liens avec le trafic de drogue au sein du gouvernement actuel, dirigé par Guillermo Lasso.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/314783-corruption-en-equateur-des-elus-accusent-le-president-lasso-de-couvrir-son-beau-frere>



Radio Habana Cuba